

CONTRE-ASSEMBLÉE DU SAMEDI 15 MAI

Nous habitons un territoire qualifié d'attractif. Un territoire où l'on manque d'eau dès le début du printemps. Ou l'été menace à tout moment de s'embraser. Ou l'on s'angoisse, l'automne, de savoir sur quelle portion les crues vont cette année se déchaîner. Un territoire hérissé de grues, découpés en zones à lotir, dont on ne reconnaît pas le lendemain le paysage qu'on connaissait la veille. Dont le béton semble faire office de circulation sanguine.

Cette attractivité a un autre nom, la métropolisation. Un modèle, le modèle, à l'œuvre ici comme ailleurs. Celui d'une ville dévorante qui n'a de cesse que de s'étendre, de concentrer toutes les activités, tous les services, toutes les richesses, d'assécher tout ce qui vit autour. Pour rester dans la course, la métropole doit toujours grandir, s'accaparer des parts de marché. Elle est une métaphore concrète de notre système économique.

Cette métaphore nous broie. Elle détruit notre cadre de vie, jusqu'au jour où nous ne pourrons plus y vivre. Elle détruit nos liens sociaux, nous cloisonne par fonctions, par quartiers, par villages, par marges. Celles et ceux qui n'ont pas de place dans son cœur s'entassent sur les routes pour le rejoindre chaque matin, et en être rejeté chaque soir. Trop grande, toujours plus grande, elle nous empêche de décider, d'inventer nos autonomies, locales, solidaires, originales. Elle ne se pense que comme connectée aux flux qui vont d'un bout à l'autre de la région, du pays, de l'Europe, du monde peut-être. Et nous, là-dedans, on fourmille vers le désastre.

La métropole, celle-là comme les autres, c'est ce à quoi il nous mettre fin pour nous réinventer un possible, soutenable pour nous comme pour la nature. Retrouver des échelles à taille de gens, dans lesquelles on puisse décider de qu'est-ce que l'on veut vivre et comment, de ce que l'on consomme, de ce que l'on produit, de le produire à côté.

C'est un combat énorme, c'est un combat global, mais il faut bien l'attraper par un bout. Ce bout, c'est le LIEN. Une route de plus, un périphérique, couloir à camions, cheval de Troie d'hectares de zac, d'une carrière Lafarge, de nouvelles zones à lotir, de collines qu'on éventre et de terres agricoles qu'on bétonne pour aller encore plus vite dans le mur. **Le LIEN, c'est la route juste à côté, celle à laquelle on peut dire non, stop, on arrête là. Et on commence à bâtir autre chose.**

Aujourd'hui, nous tenons cette contre-assemblée là où le conseil départemental, le promoteur du LIEN, tient la sienne. **Nous sommes venus y dire que c'est à nous de décider de nos avenir, pas à ces élus qui ne nous représentent pas.** On passera sur le niveau de l'abstention (près de 50% en 2015), sur le flou pour les gens de ce qui relève ou pas de la compétence du département, sur l'absence d'une promesse de campagne - on en n'a pas trouvé trace -, de faire, au nord de Montpellier, un périphérique. On passera aussi sur les manœuvres d'appareils, à l'œuvre cette année comme toutes les années précédentes, entre des partis dont l'ambition n'est pas de faire mais de compter des élus, ces élus locaux qui font bouffer les partis, dont le nombre fait plonger ou grimper leur budget.

Mais au-delà de l'arrière-cuisine, **les élus du département, quelle que soit la sincérité de certains, sont d'abord les relais institutionnels d'un système qui les dépasse.** Le maillon qui fait appliquer à son échelle le grand schéma de la croissance du PIB par le BTP, qui met en musique un projet de société qui ne mesure gens et territoires qu'en termes de concurrence, d'attractivité à booster pour être plus fort que le voisin. L'argent n'a pas de couleur : ici, Kléber Mesquida et son LIEN. En Haute-

Loire, la route qui veut avaler les campagnes est celle de Laurent Wauquiez. Le département est un maillon dans une chaîne qui joue le rôle qui lui est prescrit.

Dans ce cadre contraint, le conseil départemental peut tout de même faire quelques choix : celui de verser 100 millions d'euros d'argent public dans la construction d'une route de plus, une route de trop, pour le bénéfice des promoteurs, des grands groupes du BTP et de Lafarge. Ou celui, par exemple, de densifier son réseau de transport en commun, de pistes cyclables (de l'aveu même du département, en construire coûte 10 fois moins cher qu'une route) ou de renforcer l'accompagnement social des habitantes et habitants dans une période de crise qui s'annonce dévastatrice. **L'argent du lien, c'est aussi celui qui ne va pas au RSA, celui qui ne va pas à l'aide sociale à l'enfance.**

Ce cadre contraint n'est pas le nôtre. Nous ne sommes pas la masse, mais nous sommes de celles et ceux qui vivent ici, et nous sommes légitimes à décider de comment nous voulons vivre, sans que l'on nous impose un modèle venu d'en haut, au prétexte qu'il serait issu d'une pseudo représentativité à laquelle on nous demande de souscrire pour la forme mais jamais sur le fond. **Nous ne demandons pas au conseil départemental actuel ou futur de nous inventer un nouveau projet de vie, désirable et durable. Nous l'inventerons nous-mêmes,** et cette assemblée est un premier pas. Tout ce que nous exigeons, c'est que l'on ne bétonne pas notre avenir.

Cette contre-assemblée est un espace d'échange et de création collectif. Si ce qui en ressort inspire des candidats aux élections départementales, tant mieux. **En revanche, cette assemblée n'est pas le lieu pour faire la propagande de telle ou telle liste, de tel ou tel candidat.** Ce n'est pas le sens de notre lutte.

Après un rapide retour sur l'expérience de la métropole de Rouen, qui a abandonné il y a quelques mois son projet de périphérique, nous vous proposons de nous répartir en ateliers pour réfléchir ensemble à des alternatives au LIEN et au projet de société qu'il promeut :

- Transports : quelles alternatives au tout routier
- Agriculture périurbaine : pas de paysans sans accès au foncier
- Circuits courts : œuvrer pour l'autonomie alimentaire
- Biodiversité : une autre gestion des espaces naturels
- Métropolisation : pour des villages vivants plutôt que des villages dortoirs

Le collectif SOS Oulala, groupes locaux de Montpellier d'Extinction Rébellion, de Greenpeace, d'ANV-Cop21 et de l'Union Communiste Libertaire et personnes rassemblées contre le LIEN, projet de périphérique Nord de Montpellier.